


Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.




Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

# ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
Afrique de l'Ouest



**CONCERTATION ETAT-SECTEUR PRIVÉ**  
Le CCESP fait le bilan des activités antérieur **P.4**



**MICROFINANCE**  
La mutuelle ASJD lance son service digital « Talento » **P.2**



**IDE**  
Les premiers fruits de la charte d'investissement **P.6**



## SOIRÉE AFTERWORK B2B

# Togocom révèle ses offres Business innovantes aux partenaires

Page 3



HORAIRE D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi : 07h30 à 17h30

Samedi : 08h00 à 16h00

Préparez les permis de véhicules occasionnels à quelle heure ?

De lundi à vendredi : 08h00 à 17h30

De samedi à dimanche : 08h00 à 16h00

Office Togocom des Investisseurs - OTR



A L'ARRIERE DE LA BOX



SMS CANALBOX-TG

RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES



VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 [www.canalbox.tg](http://www.canalbox.tg)

Coût de l'appel : 20 FCFA

Microfinance

## La mutuelle ASJD lance son service digital « Talento »

Après le lancement réussi du service financier digital par la Fucec-Togo, c'est au tour de la Mutuelle d'Appui et de Soutien aux Jeunes pour le Développement (ASJD) d'opérer une transformation majeure dans le paysage financier togolais. Ce vendredi 13 septembre 2024, ASJD a officiellement lancé à Lomé, son service financier digital appelé « Talento », marquant une avancée significative pour l'inclusion financière dans le pays.

Anissatou AFFO

La création d'un service digital comme « Talento » répond à un besoin croissant d'inclusivité financière au Togo. En intégrant le Mobile money via des partenariats avec Moov-Africa et Togocom, ainsi que le mobile banking grâce à l'application Bindoo mobile, ASJD se positionne comme un acteur clé pour soutenir le développement économique local. Ces partenariats stratégiques permettent de garantir une large couverture et une ac-

cessibilité à un plus grand nombre de togolais.

« Talento » propose une gamme de services conçus pour faciliter la gestion des finances personnelles et professionnelles. Parmi les fonctionnalités offertes, on retrouve : les utilisateurs peuvent consulter leurs comptes, effectuer des dépôts, des retraits, et des transferts. Ils peuvent également effectuer des transferts d'argent de compte à compte et des suivis des demandes de crédit ou de remboursement grâce au Web Banking et SMS

banking inclus également dans ce service financier.

Ce lancement marque une étape importante pour ASJD dans son engagement à soutenir le développement économique et social des jeunes au Togo. La mutuelle continue de démontrer son rôle crucial en tant qu'acteur clé dans l'évolution du secteur de la microfinance, en mettant l'accent sur l'innovation et l'accessibilité pour un avenir financier plus inclusif. Avec « Talento », ASJD ne se contente pas de proposer des services financiers ; elle transforme le



paysage financier du Togo et propose un modèle qui pourrait inspirer d'autres acteurs du secteur à suivre cette voie lumineuse vers l'avenir. Lors de la cérémonie de lancement, le directeur général d'ASJD a souligné que cette initiative vise aussi à augmenter le taux de bancarisation du pays

Pour rappel, La Mutuelle d'Appui et de Soutien aux Jeunes pour le Développe-

ment (ASJD) est une institution de microfinance qui a démarré ses activités le 02 aout 1997. Elle a pour mission d'offrir durablement des services financiers et non financiers adaptés aux besoins des micro entrepreneurs (artisans, commerçants, femmes développant des AGR) en vue de contribuer à améliorer les conditions de leurs vies.

Climat des affaires au Togo

## Augmentation des investissements dans les entreprises agréées en zone franche

(TOGODAILYNEWS)- Depuis des années maintenant, le Togo connaît une hausse importante des investissements en direction des entreprises qui sont installées dans la zone franche. Cela dessine très fidèlement l'attractivité vraiment croissante du pays en tant que destination de premier choix pour les investisseurs à la fois nationaux et internationaux.

Ce dynamisme s'inscrit dans le cadre d'une stratégie gouvernementale mise en place avec beaucoup d'engouement pour stimuler l'industrialisation et renforcer la compétitivité du pays sur la scène économique mondiale.

De façon conforme à ses objectifs, la zone franche togolaise offre un environnement favorable aux investissements, attire un nombre croissant d'entreprises locales autant qu'étrangères.

Celles-ci jouissent d'un climat des affaires sain et bénéficient des incitations fiscales et douanières attractives, telles que l'exonération des taxes, les réductions sur l'impôt, la facilité

des démarches administratives, la sécurité juridique des investissements.

Ces efforts portent leurs fruits, comme en témoigne l'afflux constant de capitaux étrangers dans les entreprises opérant en zone franche.

Certains des secteurs les plus touchés par les activités des entreprises installées en zone franche sont l'agriculture, l'industrie...

En ce qui concerne l'agriculture, selon la cheffe du gouvernement qui a dressé un bilan en août 2024, il est dénoté une augmentation de 15 % de la production céréalière entre 2020 et 2023 dans le pays.

Ce sont des résultats, dit-elle, qui sont le fruit de l'aménagement de 35 000

hectares de terres agricoles, de la distribution d'intrants subventionnés et de l'introduction de la mécanisation à travers la construction de centres régionaux spécialisés.

En ce qui concerne les acti-

tive, cite l'autorité.

Il est indiqué que depuis 2020, les investissements dans les entreprises agréées en zone franche et admises au Code des investissements ont atteint 346 milliards de francs CFA, ce



tivités industrielles, la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) est la vedette de ces dernières années. Inaugurée en juin 2021, elle s'est développée sur 410 hectares qui accueillent plus de 20 unités industrielles spécialisées dans l'agro-industrie et la logis-

qui a permis de créer environ 5 500 emplois.

Les moyens mis à leur disposition par le gouvernement les aident beaucoup. Plusieurs opérateurs développent leurs activités sur place, dans des secteurs variés.

À fin 2022, les dirigeants

indiquaient que les entreprises chinoises et coréennes représentaient plus de 64 milliards de francs CFA d'investissements dans la zone franche. Ces chiffres présentés par l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF) s'ajoutent aux plus de 3 000 emplois locaux que ces entreprises ont créés.

En ce qui concerne les entreprises libanaises en zone franche, d'après les dernières statistiques communiquées, elles ont réalisé près de 154 milliards de francs CFA d'investissements depuis leur implantation, créant 8 723 emplois nationaux.

L'augmentation des investissements dans les entreprises agréées en zone franche témoigne de la réussite des réformes économiques et de la stratégie d'industrialisation menée par le gouvernement.

### ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan

derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

#### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

#### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

#### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Anissatou AFFO

#### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

#### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

#### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000

Soirée Afterwork B2B

# Togocom révèle ses offres Business innovantes aux partenaires

*Togocom, le leader des télécommunications au Togo, a organisé, vendredi 13 septembre 2024, une soirée Afterwork B2B qui a réuni partenaires et clients dans une ambiance à la fois conviviale et professionnelle. L'occasion a permis à l'opérateur global de mettre en lumière ses nouvelles orientations stratégiques et de présenter son nouveau catalogue business, symboles de son engagement constant à innover et à s'adapter aux besoins de ses clients.*

Joël JAY

**A**u centre de cette soirée, Togocom a dévoilé son nouveau catalogue d'offres, conçu pour répondre aux besoins spécifiques du marché. Parmi les offres phares, l'offre convergente destinée aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux professions libérales a attiré toute l'attention. Cette solution novatrice associe téléphonie fixe et mobile en une seule facture mensuelle, simplifiant ainsi la gestion des communications des entreprises.

« Nous avons écouté nos clients et conçu des offres qui répondent précisément à leurs besoins. Cette offre convergente, par exemple, combine une ligne fixe STTH avec des

kits mobiles, permettant ainsi aux entreprises de bénéficier d'une facturation simplifiée à la fin du mois », a expliqué Adebayo Lawani, Senior Manager Marketing et Business Solution B2B chez Togocom. Au-delà des innovations actuelles, Togocom a également partagé sa vision stratégique pour l'année 2025, axée sur la proposition de solutions encore inédites au Togo. « À partir de 2025, Togocom Business entend apporter des solutions innovantes jamais expérimentées ici. Nous avons conçu ces nouvelles offres en tenant compte des retours d'information de nos partenaires et clients », a précisé Adebayo Lawani.

Le catalogue présente également des solutions exclusives comme l'usage du

code 920, un outil dédié aux entreprises qui promet d'améliorer considérablement l'efficacité des communications professionnelles.

La soirée a également été marquée par la présentation de Matthieu Mertian, le nouveau directeur B2B de Togocom, qui succède à Emmanuel Andrade. Matthieu Mertian, reconnu pour son expertise dans les solutions intelligentes, a pour mission de renforcer la position de Togocom en proposant des services innovants adaptés à chaque secteur d'activité.

« Togocom a historiquement fourni des services de télécommunications traditionnels, mais ma mission est d'introduire des solutions intelligentes basées sur ces infrastructures pour offrir aux en-



treprises des usages entièrement adaptés à leurs besoins », a déclaré Matthieu Mertian.

Pour couronner l'événement, Togocom a présenté son équipe de chargés d'affaires, des experts dédiés à chaque client. Ces professionnels sont prêts à renforcer les relations d'affaires en offrant un service personnalisé et adapté aux attentes spécifiques de chaque entreprise, consolidant ainsi les partenariats solides et durables.

Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché To-

golais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCOM, TOGOCOM a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse.

## Contribution financière

# ATIDI soutient l'éducation des enfants déplacés au Burundi à travers son programme de RSE

*L'Assurance pour le Développement du Commerce et de l'Investissement en Afrique (ATIDI) est fière d'annoncer une contribution financière de 40 000 d'USD en faveur de Street Child au Burundi. Cette contribution vise à améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants déplacés de Gatumba et illustre l'engagement d'ATIDI à répondre aux enjeux sociaux majeurs tout en promouvant le développement durable. À travers son programme de RSE (Responsabilité Sociale et Environnementale), ATIDI s'engage à soutenir le développement durable, à relever les défis sociaux critiques et à contribuer à la stabilité économique en Afrique.*

Yves ATCHANOUVI

**L**e Burundi a récemment connu de graves catastrophes liées au changement climatique, notamment de fortes pluies, des vents violents, de la grêle et la montée des eaux du lac Tanganyika, entraînant des inondations fréquentes. Ces catastrophes ont entraîné des déplacements répétés de familles, affectant particulièrement les

enfants et les adolescents qui représentent plus de 60% des déplacés internes. Le secteur de l'éducation a subi des impacts sévères : au moins 80% des écoles de Gatumba ont été inondées, les salles de classe ont été endommagées et du matériel pédagogique perdu, mettant en péril la scolarité de plus de 30 000 enfants.

Grâce au soutien d'ATIDI, six salles de classe permanentes dans deux écoles primaires, « Kigwati » et «

Village du Développement ». Cette initiative permet désormais à au moins 300 enfants touchés par les inondations de Gatumba d'avoir accès à l'éducation. Le projet s'aligne sur le plan national de développement du Burundi pour la période 2018-2027 ainsi que le Plan Sectoriel du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche Scientifique pour la période 2020 - 2023.

Au-delà de la construction de salles de classe, le projet met

l'accent sur la promotion de l'éducation pour tous les enfants, la mobilisation de la communauté et la participation active à travers un suivi régulier et efficace. L'objectif est de s'assurer que la communauté, l'administration et les parties prenantes locales comprennent le bien-fondé du projet, en favorisant un sentiment d'appropriation. Cette approche collaborative vise à impliquer toutes les parties dans le suivi du fonctionnement et de l'entretien de l'école, garantissant ainsi un impact durable et une éducation de qualité pour tous.

« L'éducation est la pierre angulaire du développement durable, et à ATIDI, nous nous engageons à transformer significativement la vie

des enfants du Burundi. En soutenant la construction de ces salles de classe, nous investissons dans l'avenir de ces jeunes talents tout en favorisant la croissance à long terme du continent. Nous sommes fiers de collaborer avec Street Child Social Action for Development (S.A.D.) pour la réalisation de ce projet vital » a indiqué Manuel Moses, DG, ATIDI.

« Nous pensons que chaque enfant a le droit d'aller à l'école, peu importe les circonstances. Ce généreux don d'ATIDI fera bien plus que construire des salles de classe ; il contribuera redonner de l'espoir et à créer des opportunités pour les enfants de Gatumba. A travers notre partenariat avec ATIDI, nous sommes déterminés à soutenir durablement les communautés les plus vulnérables au Burundi » a déclaré Jolien van den Broeck, Représentant de Street Child au Burundi.

## A vendre

### A la Caisse

-Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salomoderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier

-Une villa sur 1280 m2 en angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle

-Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

### A vendre

-Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2 cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une paillote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;

-Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global

-Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

## Concertation Etat-secteur privé

**Le CCESP fait le bilan des activités antérieures**

*La première réunion de l'année en cours du Comité technique du cadre de concertation Etat-Secteur privé (CCESP) s'est tenue le 12 septembre dernier à Lomé, sous les auspices de son président Essowè Georges Barcola, ministre de l'économie et des finances, en présence des parties prenantes.*

**Bernard AFAWOUBO**

Il a été question au cours de cette première réunion de l'année pour les participants de passer en revue plusieurs sujets parmi lesquels le relevé des points d'attention soulevés lors de la dernière session du Comité Technique de Concertation et la présentation de la synthèse des activités menées par le CCESP en 2024.

Après avoir adressé les sincères remerciements de tous les membres du cadre au Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa vision en faveur du secteur privé, ainsi que pour la confiance qu'il a su instaurer entre l'Etat et le secteur privé, le ministre de l'économie et des finances, Essowè Georges Barcola, a aussi félicité le nouveau bureau consulaire, en lui souhaitant plein succès dans sa mission à la tête de la Chambre de Commerce

et d'Industrie du Togo (CCI-Togo).

A en croire le ministre de l'économie et des finances, Essowè Georges Barcola, l'une des avancées importantes enregistrées ces derniers mois, concerne l'opérationnalisation, en cours, des organes de recours en matière fiscale.

« Cette réforme majeure, participe des initiatives prises depuis quelques années par le Gouvernement togolais, sous la haute impulsion du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, pour moderniser l'administration fiscale et de faire émerger un environnement fiscal attractif. En effet, la mise en place des organes de recours contribuera à renforcer l'équité, la transparence et la justice fiscale. Nous continuerons d'y travailler pour apporter les améliorations nécessaires » a-t-il indiqué.

« Malgré les défis sécuritaires au Sahel et au nord



du Togo, les projections de croissance économique du pays pour 2024 sont encourageantes, avec une prévision de 6,6 %. Ce chiffre est supérieur à celui des deux années précédentes et reflète une dynamique positive pour l'économie togolaise. Ces performances sont accompagnées d'une maîtrise de l'inflation, qui est passée de 7,6 % en 2022 à 5,3 % en 2023, et devrait atteindre 2,7 % en 2024 » a laissé entendre Essowè Georges Barcola.

Tout en rassurant le secteur privé sur la résilience économique du Togo, malgré un contexte toujours difficile marqué par des

chocs exogènes et les défis sécuritaires au Sahel, le ministre de l'économie et des finances a profité de l'occasion pour annoncer la mise en place par l'Etat d'un cadre structuré de lutte contre les importations frauduleuses. Cette mesure vise à protéger le marché national et à garantir des conditions de concurrence équitables pour les entreprises locales.

Pour sa part, le président du Conseil National du Patronat, Coami Laurent Tamegno, a indiqué que le travail fait jusqu'alors reste intéressant et a aidé le secteur privé.

« Cependant, les carences

demeurent, traduites par un secteur privé toujours fragile. C'est pourquoi, une enquête a été lancée pour peindre le tableau réel économique du pays à savoir : les problèmes qui se posent aux entreprises, aujourd'hui. Ce, après l'élaboration du SMIG et de l'assurance maladie universelle, dans un contexte marqué par la crise énergétique » a-t-il indiqué.

Il a par ailleurs promis œuvrer avec ses pairs pour la poursuite de ce travail en réaffirmant l'adage selon lequel on tisse au bout de l'ancienne corde la nouvelle.

## Médias et culture

**Yawa Kouigan en tournée dans les services déconcentrés**

*Dans le cadre de sa mission de suivi et d'évaluation des structures relevant de son département, Mme Yawa Kouigan, ministre de la communication, des médias et de la culture a effectué, du 11 au 13 septembre 2024, une tournée qui l'a conduite dans plusieurs services déconcentrés à travers le pays.*

Cette visite qui l'a menée à Tsévié, Atakpamé et Sokodé notamment, avait pour objectif de rencontrer les équipes et responsables de ces structures, afin de faire un état des lieux et d'échanger sur les perspectives de développement.

Au cours de cette tournée, Mme le ministre s'est rendue dans les directions régionales des arts et de la culture, les musées, les centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC), les agences du Bureau togolais du droit d'auteur (BUTODRA), ainsi que les antennes régionales de la

Télévision togolaise (TVT) et de l'Agence togolaise de presse (ATOP).

Chaque étape de cette tournée a été marquée par des échanges constructifs avec le personnel, fortement engagé à contribuer au dépassement des objectifs fixés par le ministre, sous le leadership de S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République.

Lors de ces rencontres, la ministre a constaté par elle-même les défis auxquels sont confrontés les acteurs des secteurs de la communication et de la culture, tout en relevant la



richesse d'existant et les nombreuses opportunités à saisir. Elle a appelé à la synergie entre les différents acteurs afin d'assurer une meilleure visibilité du patrimoine culturel à travers l'écosystème médiatique du Togo.

Cette tournée s'inscrit dans la volonté de renforcer le dialogue entre les services centraux et dé-

concentrés du ministère, ainsi qu'avec les acteurs du monde culturel et médiatique. En concertation avec ces derniers, des mesures seront prises pour relever les défis identifiés et favoriser le rayonnement du Togo, tant au plan national qu'international.

A travers cette tournée, Mme Yawa Kouigan réaffirme sa détermination

à œuvrer pour une meilleure organisation et la modernisation des services culturels et médiatiques, en contribution à l'atteinte des objectifs de développement du pays, consignés dans la Feuille de route gouvernementale 2020-2025.



# DAILY MARKET REPORT

Friday, September 13, 2024

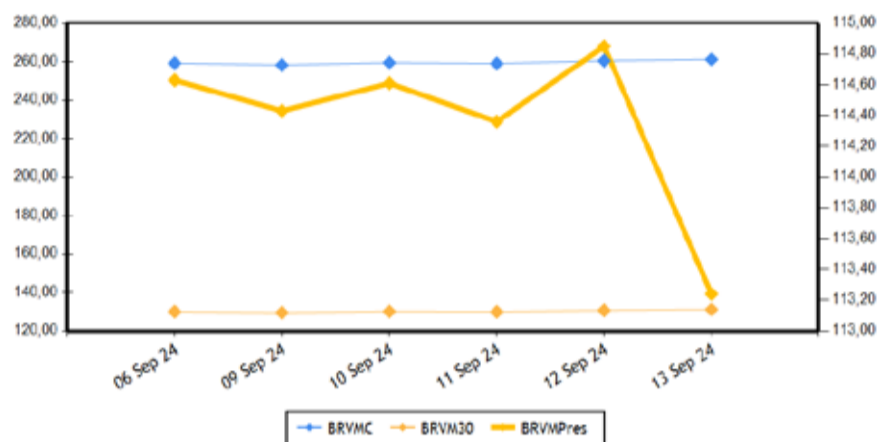
N° 175

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>261.24</b>
Daily Change	0.26 %
Change / YTD	21.99 %

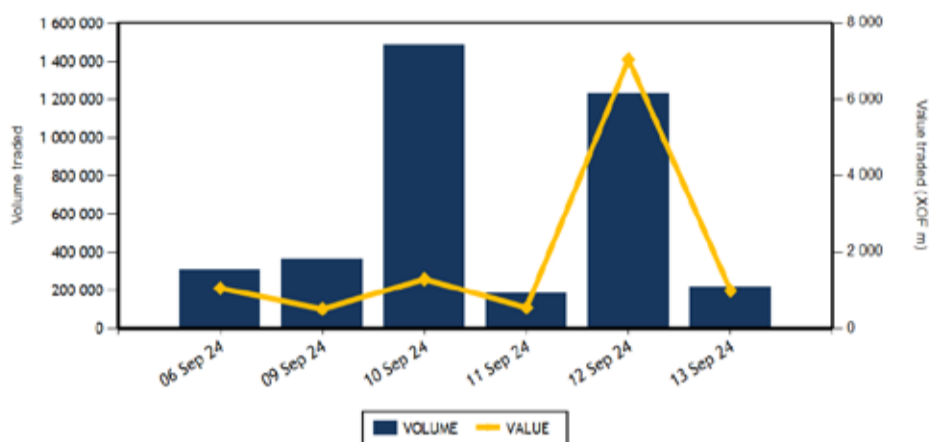
<b>BRVM 30</b>	<b>131.15</b>
Daily Change	0.34 %
Change / YTD	21.60 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>113.24</b>
Daily Change	-1.40 %
Change / YTD	11.60 %

Indices



Volumes and values traded



Equities	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)(Equities & Rights)	9,650,279,802,519	-0.75 %
Volume (Equities & Rights)	186,709	-68.37 %
Value (XOF) (Equities & Rights)	695,594,633	-28.36 %
Number of securities	44	7.32 %
Gains	13	-23.53 %
Losses	20	25.00 %
Flat	11	37.50 %

Bonds	Level	Daily Change
Capitalization (XOF)	10,535,801,962,383	-0.03 %
Volume	30,155	-95.31 %
Value (XOF)	297,039,217	-95.11 %
Number of securities	11	120.00 %
Gains	4	
Losses	3	50.00 %
Flat	4	33.33 %

TOP GAINS

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
SUCRIVOIRE	565	6.60 %	18.95 %
FILTISAC CI	1,490	5.30 %	-19.02 %
BICI CI	10,500	3.35 %	40.19 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE	8,240	2.68 %	21.18 %
SONATEL SN	24,000	2.13 %	33.48 %

TOP LOSSES

Shares	Price	Daily Change	Yearly Change
SAFCA CI	880	-7.37 %	-32.05 %
ORAGROUP TOGO	1,700	-6.59 %	-35.61 %
NEI-CEDA CI	720	-6.49 %	-0.69 %
BANK OF AFRICA NG	3,400	-5.16 %	-36.92 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI	1,320	-5.04 %	-2.22 %

MARKET INDICES BY BOARD

Base = 100 as of January 02, 2023	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-PRESTIGE	10	113,24	-1.40 %	11.60 %	57,432	450,018,560	8.43
BRVM-PRINCIPAL	36	126,56	0.21 %	21.74 %	122,635	229,122,773	12.07

MARKET INDICES BY SECTOR

Base = 100 as of June 14, 1999	Number of companies	Value	Daily Change	Yearly Change	Volume	Value	AVG PER
BRVM-INDUSTRY	11	108,8	-0.97 %	7.69 %	27,769	135,234,840	17.14
BRVM-PUBLIC UTILITIES	5	710,32	1.02 %	33.65 %	44,226	326,920,800	10
BRVM-FINANCIAL SERVICES	15	98,57	-0.12 %	14.06 %	72,497	144,552,438	5.72
BRVM-TRANSPORTATION	2	323,8	-4.91 %	-2.16 %	177	244,840	4.19
BRVM-AGRICULTURE	5	170,53	-0.15 %	5.55 %	22,886	55,341,680	12.08
BRVM-DISTRIBUTION	7	356,58	-2.30 %	8.64 %	12,482	16,825,735	51.60
BRVM-OTHER SECTORS	1	863,72	0.00 %	-22.22 %	30	21,000	

Indicators	BRVM COMPOSITE
PER (Average)	10.25
Rate of profitability (Average)	8.18
Rate of yied (Average)	9.37
Securities listed	46
Bonds listed	153
Yearly volume (Average)	398,194
Yearly value (Average)	1,150,733,228.23

Indicators	BRVM COMPOSITE
Liquidity ratio (Average)	6.02
Satisfaction ratio (Average)	30.29
Tendency ratio (Average)	503.13
Coverage ratio (Average)	19.88
Turnover rate (Average)	0.02
Premium risk	4.01
Number of participating brokerage firm	33

# IDE

## Les premiers fruits de la charte d'investissement

**Après avoir traversé des périodes à la tendance baissière, le Maroc redresse la barre grâce à des projets stratégiques dans divers secteurs.**

Depuis quelque temps, l'économie marocaine a été frappée par un recul significatif des investissements directs étrangers (IDE). Nouvelle charte de l'investissement, roadshows sur les différents continents... En 2023, le gouvernement marocain n'a pas ménagé ses efforts pour faire du Maroc une terre d'investissements, attirant divers opérateurs étrangers dans des domaines aussi variés que l'énergie, l'industrie ou encore la technologie. Les chiffres récents témoignent des résultats de ces efforts. Le Maroc a atteint un record de 16,1 milliards de dirhams (1,6 milliard de dollars) d'IDE en 2024, marquant une hausse de près de 20 % par rapport à l'année précédente. Lors d'un point de presse, le porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas, a qualifié cette augmentation de « deuxième plus élevée » de l'histoire du pays, précisant que cela résulte des réformes gouvernementales concernant la charte de l'investissement et l'amélioration du climat des affaires. Rappelons que ces dernières années, le gouvernement a mis en place plusieurs mesures incitatives pour attirer les investissements étrangers, combinant incitations fiscales, infrastructures modernes et soutien sectoriel. Depuis mars 2023, la CNI a approu-

vé 115 projets totalisant 173 milliards de dirhams, permettant la création de 96 000 emplois, dont 82 % ont déjà démarré, selon Mustapha Baitas.

### Une doctrine d'investissement

Depuis les années 2000, le Maroc a connu une transformation économique fulgurante et singulière sur le continent, grâce à d'importants investissements dans ses infrastructures, notamment autoroutières, ferroviaires, aéroportuaires et portuaires. Le pays a également mis en place des stratégies sectorielles dans des domaines comme l'industrie (automobile, aéronautique), le tourisme, l'agriculture, l'offshoring et les énergies renouvelables. De plus, son ouverture commerciale, renforcée par plus de 50 accords de libre-échange, a permis au PIB du Royaume de plus que doubler entre 2000 et 2019, dépassant ainsi les 1 000 milliards de dirhams (plus de 100 milliards d'euros). Cependant, le rythme de croissance a progressivement ralenti, passant d'une moyenne annuelle de 4,8 % entre 2000 et 2009 à 3,5 % entre 2010 et 2019. Ce ralentissement est paradoxal, compte tenu de l'effort d'investissement du pays, qui représente 32,2 % de son PIB, l'un des taux les plus élevés au monde, aux côtés

de la Chine et de l'Inde, selon la Banque mondiale. Ce fléchissement a eu un impact direct sur le marché de l'emploi : « chaque point de croissance générerait moins de 21 000 emplois entre 2010 et 2019, contre plus de 30 000 entre 2000 et

une implication accrue du secteur privé, avec pour objectif de porter la part de l'investissement privé de 35 % à 65 %. Le souverain a ainsi fixé un nouvel objectif au gouvernement en octobre 2022 : mobiliser 550 milliards de dirhams

Mehdi Fakir estime qu'il est encore trop tôt pour mesurer pleinement les fruits de la charte d'investissement. Toutefois, il invite à réfléchir sur les impacts qualitatifs des IDE, notamment leur influence directe sur la réduction du chômage.



### Les États-Unis, premier investisseur

Selon le dernier rapport de l'AMDIE, « les États-Unis sont devenus le premier investisseur au Maroc, avec un flux net multiplié par 10 par rapport à 2021, atteignant

2009 », selon un rapport de la banque centrale.

Face à cette situation, la nécessité de repenser le « modèle de développement » est devenue incontournable. « Si le Maroc a enregistré des progrès significatifs mondialement reconnus, son modèle de développement national n'est plus en mesure de répondre aux attentes croissantes des citoyens, de réduire les inégalités et de garantir la justice sociale », déclarait le roi Mohammed VI en 2017. En réponse, une commission spéciale, présidée par Chakib Benmoussa, a esquissé les grandes lignes d'un nouveau modèle de développement. Parmi ses recommandations, l'accent est mis sur une meilleure répartition des investissements vers des secteurs productifs et

(50 milliards d'euros) d'investissements et créer 500 000 emplois entre 2022 et 2026. C'est dans ce sens que le gouvernement d'Aziz Akhannouch a adopté une nouvelle charte des investissements, visant à positionner le Maroc comme un hub continental et international attractif.

Contacté par Challenge pour éclairer cette question, l'économiste Mehdi Lahlou explique : « On peut déduire que les différentes actions de la charte de l'investissement ont eu un effet d'entraînement qui a relancé les IDE ». Il ajoute qu'« il y a également la conjoncture des projets, notamment la LGV, la Coupe du Monde 2023 et la Coupe d'Afrique, qui ont, dans une certaine mesure, contribué à cette reprise des IDE ».

De son côté, l'économiste

7,4 milliards de dirhams et représentant 34,1 % du total des IDE reçus par le Maroc ». Cette performance est notamment le fruit de l'opération réalisée par le groupe OCP avec l'américain Koch Ag & Energy Solutions à la mi-2022 : le groupe OCP a cédé 50 % de JFC III pour 3 milliards de dirhams, en plus d'une avance de près de 2 milliards de dirhams accordée à la joint-venture par la maison-mère du géant américain. Il est important de noter que cinq pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Émirats arabes unis, Pays-Bas) représentent 81 % du total des flux nets des IDE au Maroc en 2022.

Challenge.ma

## Ghana

### Premier producteur africain d'or, le pays a produit 4 millions d'onces en 2023 et vise jusqu'à 4,5 millions d'onces en 2024

**Pour soutenir cette croissance, le pays pourra bientôt compter sur une nouvelle mine d'or, 11 ans après la mise en service de la mine Akyem en 2013.**

Au Ghana, le régulateur du secteur minier a confirmé cette semaine la mise en service d'une nouvelle mine d'or d'ici la fin de l'année. Piloté par le chinois Shandong Gold, le projet Namdini deviendra en novembre 2024

la première grande mine d'or à entrer en production dans le pays depuis 2013 et la mise en service de la mine Akyem, informe Martin Ayisi, PDG de la Commission des minéraux. Selon les propos du dirigeant relayé par Reuters,

il s'agit de la première des trois grandes mines d'or à entrer en service d'ici 2026. Outre Namdini qui dispose d'une capacité de production annuelle de plus de 350 000 onces sur 10 ans, le Ghana devrait compter dès 2025 sur la mine Ahafo North de l'américain Newmont, qui peut livrer entre 275 000 et 325 000 onces d'or par an. Enfin, une dernière mine d'or est prévue

dans le nord-ouest du pays en 2026. Grâce à ces projets, le Ghana devrait maintenir la tendance à la hausse de sa production d'or. Sur une pente ascendante depuis quelques années, le pays a produit 4 millions d'onces en 2023 et vise entre 4,3 et 4,5 millions d'onces en 2024.

Premier producteur africain d'or, le Ghana compte aussi bien sur les mines

industrielles que sur les mines artisanales pour réaliser ces performances. En 2023, la production artisanale et à petite échelle a ainsi augmenté de 70,6 % pour atteindre 1,1 million d'onces.

Ecomnewsafrique.com

Célébration

## Commémoration de la 39e journée du CILSS

**Dans le cadre de la célébration des 39 ans d'existence du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), une conférence-débat a été animée le 12 septembre 2024, au ministère de l'Agriculture à Lomé, sous le thème « Des systèmes irrigués performants et durables pour une agriculture résiliente aux changements climatiques, contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'à la croissance économique au Sahel et en Afrique de l'Ouest ». L'objectif étant de renforcer la visibilité et les actions de l'institution, pour accroître la productivité agricole, afin d'assurer la sécurité alimentaire dans les Etats membres**

Le 12 septembre de chaque année est dédié à la Journée du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), dans les pays membres. Cette commémoration répond à un double objectif, celui d'accroître la visibilité de l'institution, de communiquer sur les activités menées, à travers plusieurs projets, en vue de renforcer les mécanismes d'actions pour des résultats plus probants. Dans ce sens, au cours de la conférence-débat ayant marqué la célébration au Togo, une présentation a été faite sur les systèmes d'irrigation dans le pays. Assumée par le directeur de l'Aménagement, de l'Équipement et de la Mécanisation agricole au ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement rural, M. Kossi Djifa Hounkanli, la présentation a ressorti les typologies d'irrigation, les réalisations, les faiblesses et difficultés, les perspectives et défis pour développer des systèmes irrigués performants et durables, pour une agriculture résiliente aux changements climatiques. Dans un contexte

global, M. Hounkanli, a souligné que le secteur agricole est un pilier de l'économie togolaise, occupant 70 % de la population active et contribuant à 23, 5% du

pour la production de riz et de produits maraîchers de Djablé et de la plaine de Mò. Selon la présentation, 2538 hectares de bas-fonds sont aménagés, 277 forages



PIB. Les typologies d'irrigation mises en place dans le secteur sont le système d'irrigation par goutte à goutte, le système par micro-aspiration et le système d'irrigation gravitaire qui est la grande irrigation. En matière de réalisation, le communicateur a énuméré la construction de retenues d'eau, de moyenne et grande capacité, et mises en valeur

construits et 746 en réalisation sur l'étendue du territoire. Il y a également un déploiement de 3500 kits d'irrigation subventionnés, à base du système de pompage solaire auprès des producteurs des cultures maraîchères. Ajouté à cela, il y a eu une étude pour la réhabilitation de 5 centres de production rizicole irriguée, de même que l'ac-

quisition de 3 foreuses. En dépit de ces réalisations, la présentation a relevé des difficultés et faiblesses, relatives à l'insuffisance de financement, au coût élevé des équipements d'irrigation, à l'insuffisance d'infrastructures hydro agricoles de mobilisation et de distribution de l'eau, et à l'insuffisance des ressources humaines qualifiées devant couvrir le territoire national. Il est aussi souligné le faible niveau de technicité des acteurs. Pour cela, dans un contexte

produits issus de l'irrigation, etc.

Des échanges fructueux ont permis, ensuite, de déboucher sur des recommandations à mettre en pratique pour asseoir des systèmes irrigués performants et durables au Togo.

A l'occasion, le directeur de cabinet du ministère en charge de l'Agriculture, M. Konlani Dindioque, a félicité le chef de l'Etat qui a eu la clairvoyance de rattacher le département de l'Hydraulique villageoise au ministère de l'Agriculture, en vue de renforcer la synergie des actions pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations togolaises. « Cette mutation est un acte qui traduit la vision du chef de l'Etat de faire de l'agriculture togolaise, une agriculture productive, à haute valeur ajoutée, moteur de valeur économique des agriculteurs et de croissance du pays », a-t-il conclu.

Le CILSS, une institution inter-gouvernementale créée, le 12 septembre 1973, regroupe 13 Etats, dont le Togo. Il a pour mandat de s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre les effets de la désertification et du changement climatique, pour un équilibre écologique et un développement durable au Sahel et en Afrique.

Togopresse.tg

### Rencontre consacrée à la validation d'une étude de gestion des inondations dans le District autonome du grand Lomé (DAGL)

## Vers une meilleure gestion des inondations

**(Togo Officiel) – Le Grand Lomé va renforcer sa résilience face aux inondations grâce à une nouvelle initiative. L'Agence nationale pour la protection civile (ANPC) a en effet entamé le jeudi 12 septembre, une rencontre consacrée à la validation d'une étude de gestion des inondations dans le District autonome du grand Lomé (DAGL).**

L'initiative intitulée « Aléas et risques d'inondation – atténuation des inondations dans le Grand Lomé » s'inscrit dans le cadre du projet Climate Risk and Early Warning System (CREWS) financé par la

Banque Mondiale. Concrètement, l'étude identifie les zones vulnérables, propose des options prioritaires et formule des recommandations d'actions pour réduire les risques. Parmi les endroits à haut risque fi-



gurent l'ouest de Lomé, les bas-fonds, les vallées et les zones lacustres, en raison

de leur faible capacité de stockage.

« Nous avons constaté que

nos centres urbains, semi-urbains et zones rurales n'étaient plus épargnés par les inondations. Malgré les efforts du gouvernement, le réseau de drainage actuel n'est pas capable de contenir l'intensité des pluies que nous subissons », a indiqué Nelson Akibode, directeur de la prévention, de la coopération et des affaires humanitaires à l'ANPC.

# RACINES FORT 7.5%



**600\***  
**FCFA**

**BOUTEILLE**

**50CL**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION

\*Prix de vente détail conseillé

➤ **NOUVELLE FORCE DE LA NATURE** ◀

